

 **Special Consultative status with United Nations economic and social council: ECOSOC in 2013 and OSAA: Tax Exempted**

 **Facebook page: fb.me/ongadet . twitter: @A12KLA24kou. Skype: ong.adet1**

 **http://www.adetogo.ong.com**

****

1-/ Rapport ponctuel paragraph 89

A la conférence mondiale pour le développement à Rio+20 en 2012, un comité de recherche des objectifs de développement a été mise en place par les leaders mondiaux : paragraphe 42-45 du document : the world we want. Ce comité a travaillé, avec les organisations de la société civile dénommée grands groupes et les parties prenantes (MGoS) du monde entier, par la résolution 67/290 des Nations Unies, de 2012-2015. Ce comité a reçu pour mandat de rechercher les objectifs de développement durable (ODDs) et de s’impliquer activement dans les activités du Forum Politique de Haut Niveau (FPHN), créé sous les auspices du conseil économique et social des Nations Unies. Ce Forum été mis en place pour permettre à chaque État partie de présenter son rapport volontaire national de mise en œuvre des ODDs ét de leur créer un espace d’échange d’expériences, de meilleures pratiques et des leçons apprises.

Du 13-16 juillet 2015, l'agenda d’Addis abeba pour la financement des objectifs de développement durable (ODDs) a été adopté par les leaders mondiaux.

Le 25 Septembre 2015 les leaders mondiaux ont adopté les objectifs de développement durable et

Le 12 Décembre 2015 ils ont adopté l’accord de Paris sur le changement climatique à la COP21.

Au Forum Politique de Haut Niveau (FPHN) les Etats parties font des déclarations pour réitérer leur engagement pour la mise en œuvre des ODDs et évaluer des progrès réalisés.

Les organisations de la société civile aussi présentent des rapports alternatifs pour confirmer ou contredire les rapports nationaux.

Les objectifs de développement durable sont universels et indivisibles et ne peuvent être réaliser que dans la paix, la solidarité, l’inclusion de tous, dans un partenariat multilatéral pour la prospérité de tous pour ne laisser personne de côté et sauver la planète. Ils couvrent les domaines social, économique et environnemental.

Pour mieux réussir sa mission, le groupe majeur et autres parties prenantes (MGoS) élabore les déclarations ministérielles et ont créé un mécanisme de coordination du Forum Politique de Haut Niveau ouvert à toute la société civile.

 Avenue Jean Paul II BP : 20123 Lomé- Togo Tel : (+228)22349806/92473495/99495859 sossougadoss@yahoo.fr

 2-/ Résumé

Depuis l'adoption des objectifs de développement durable par les leaders mondiaux en 2015, les pays ont manifesté volontairement leur intérêt à présenter leur rapport au Forum politique de haut niveau qui se déroule souvent en Juillet sous les auspices de conseil économique et social des Nations Unies (ECOSOC).

Les rapports sont déposés sur la plateforme des nations unies pour étude et analyse par les experts pour des recommandations qui aident à l’intégration des ODDs dans les programmes nationaux de développement, son appropriation par la population et sa mise en œuvre collective et efficace pour ne laisser personne de côté.

Ainsi en 2016, 22 pays ont volontairement présenté leurs rapports au Forum Politique de Haut Niveau à New York en Juillet dont deux seulement ont été apprécié : la Finlande et l’Ouganda.

En 2017, 43 pays ont présenté leurs rapports

En 2018, 47 pays en ont présenté : 10 ont été appréciés, 12 sont passables et les autres ont été moins appréciés.

De plus le Secrétaire Général des Nations-Unies produit un rapport modèl à suivre par les gouvernements pour mieux réussir la mise en œuvre des ODDs.

Malgré toutes ces dispositions prises certains pays font le sur place ou régressent dans la mise en œuvre.

En 2019, 51 pays présenteront leurs rapports volontaires dont certains pour la seconde fois.

Ces rapports montrent l’engagement politique des gouvernements pour accélérer la mise en œuvre des ODDs surtout que 2030 est dans 10 ans.

 3-/ Introduction

Le monde est arrivé à un carrefour où les dirigeants des Nations Unies sont obligé de rechercher de solutions durable aux problèmes globaux du monde entier. Il s'agit de l’extrême pauvreté toujours grandissante, de la faim, de la santé, d’inégalité entre les nations et à l’intérieur des nations, de la mère et de l’enfant, de pauvreté énergétique, de genre, de chômage, de migration, d'assistance humanitaire etc…

Face à ces défis, le système des Nations-Unies a décidé de développer des approches de solutions avec l’adoption d'une feuille de route pour 2015-2030 : le document « Transforming our world » ; Agenda 2030.

 4-/ Méthodologie

Pour bien préparer le processus, le Forum politique de haut niveau a été créé sous les auspices du conseil économique et social des Nations-Unies. A ce Forum un espace pour le dépôt, au plus tard en juin, des rapports volontaires des pays pour être évaluer par les experts, a été créé.

A la fin du Forum, une déclaration ministérielle commune est prononcée pour marquer l’engagement des gouvernements à mieux orienter leur politique nationale vers le développement durable.

Les Groupes Majeurs sont invité à poser des questions, à échanger avec les gouvernements sur la mise en œuvre, les problèmes rencontrés et les approches de solutions pour une mise en œuvre efficiente des ODDs.

 5-/ politique

La politique est l’appropriation des ODDs par les gouvernements, par la population et les acteurs de développement et autres parties prenantes, les intégrer dans les domaines et priorités de développement régional, national, sous régional et local.

L’intégration des trois dimensions des ODDs : social, économique et environnemental dans la mise en œuvre en se basant sur l’inclusion de tous pour le développement et sur la révolution des données statistiques.

La politique est basée sur la bonne gouvernance, la lutte anti-corruption et les prises de décisions communes.

 6-/ Quel sens pour la mise en œuvre des ODDs ?

La mise en œuvre des ODDs exige des réformes institutionnelles, des formations multisectorielles et une expertise dans la mise en œuvre des ODDs à tous les niveaux.

1. Développer de partenariat multilatéral avec la société civile, le secteur privé, le monde académique et le gouvernement.
2. Étudier ensemble les efforts faits, rechercher l’expertise de la société civile pour réussir la mise en œuvre des ODDs.
3. Lutter contre la corruption et pour la transparence.
4. Avoir des résultats.

Les réformes au niveau des Nations-Unies et qui abouti à la création du forum politique de haut niveau régional faciliteront la mise en œuvre des ODDs au niveau régional et permettra de créer des plateformes nationales de mise en œuvre.

Établir une corrélation entre les organisations de la société civile, le secteur privé et le monde académique et le gouvernement.

Fixer un calendrier de production de rapports provisoires conjoints à envoyé au Forum politique régional.

 A ce forum régional on étudie, évalue et faire des recommandations à prendre en considération avant la production du rapport définitif des pays et à déposer sur la plateforme des Nations-Unies pour évaluation finale en Juillet.

 7-/ Conclusion

Les leaders mondiaux ont reconnu les défis mondiaux avant de signer et d'adopter l’agenda 2030, l’accord de Paris et d'autres conventions pour le développement et le bien-être des populations.

Cependant autre chose est de signer des accords et autre chose est leurs applications effectives.

Les objectifs de développement durable, adopté depuis le 25 Septembre 2015 pour 2030 voient 5 ans s'envoler sans aucune avancée significative de sa mise en œuvre dans beaucoup de pays, qui soit ne font pas des réformes exigées ou n’appliquent pas le principe de collaboration avec grands groupes et les autres parties prenantes et se focalisent sur d'autres priorités nationales.

La déclaration ministérielle 2019 qui recommande l’implication des grand groupes et autres parties prenantes dans la mise en œuvre est une solution pour accélérer le processus.

l'ONG : Amis des Étrangers au Togo : ADET est prêt à aider les gouvernements volontaires avec son expertise pour mieux réussir la mise en œuvre des ODDs et recherche de partenaire financier pour sa structure innovante.

Toutefois il est important de mettre en œuvre les recommandations de ce dernier pour réussir l’implémentation de l’accord de paris, des objectifs de développement durable et de l'Agenda d’Addis abeba pour le financement des ODDs.